PAS DE PROTECTION SANITAIRE POUR LES POPULATIONS RURALES

DANGER DE LA STANDARDISATION

L'estimation officielle de la contamination moyenne de la population Française est de l'ordre de 5 à 15 mRem. Un menu type a été établi qui sert de base à ce calcul.

On a uniformisé l'alimentation des Français, or, les ruraux ont une alimentation très différente (élevage et agriculture de subsistance);

ces groupes à risque dits "groupes critiques" (rapport du CEA 27-06-86) sont les populations pastorales, importantes dans le Sud Est de la France et en Corse.

En mai et juin il y a une augmentation très importante de la production laitière ovine et caprine, en Corse par exemple où le lait de vache pris en référence par le SCPRI est quasi inexistant, la production ralenti début juillet pour cesser vers la mi-juillet.

La consommation individuelle des produits de l'élevage ovin et caprin (produits qui constituent l'essentiel de l'alimentation à cette époque de l'année) peut aller de 2 à 4 litres de lait de chèvre ou de brebis par personne pour les populations rurales, sous des formes variées:

lait

fromage frais

lait caillé, brousse, brocciu que l'on met à toutes les sauces (dans les pâtisseries-beignets-, les farces, les omellettes, que l'on sert en dessert avec du sucre...)

Les Corse ont des habitudes alimentaires très ancrées ainsi que de nombreuses populations d'éleveurs en général ce sont de gros consommateurs de fromages frais et dérivés disponibles pendant une très brève période de l'année.

LES CHIFFRES

Chiffres du SCPRI

Hte Corse 12/05/86 on ne sait s'il s'agit de la date du prélèvement ou celle de l'analyse) 4400 Bq d'iode 131

Hte Corse 13/05/86 2900 Bq d'iode 131

Hte Corse 26/05/86 350 Bq d'iode 131

.../...

.../...

Hte Corse 27/05/86

320 Bq d'iode 131

Du Ministère de la Santé

échantillon fourni par nos soins comme les deux derniers cités pour le SCPRI ,

activités calculées à la date de la traite

10/06/86

150 Bq d'iode 131

Les calculs du CEA (Cf. ci-joint)

Si l'on se réfère aux études expérimentales du CEA nous retenons une période biologique de 4,5 jours pour l'iode 131 dans le lait de chèvre;

les échantillons dont les niveaux de contamination figurent ci-dessus (données SCPRI) sont des laits de chèvres ou brebis.

Si l'on applique la période de 4,5 j déterminée par le CEA aux données de contamination révélées par le SCPRI nous obtenons une contamination moyenne de l'ordre de 40 000 Bq par litre de lait pour l'iode 131 au 2 mai 86.

Il faut 4ℓ. pour un fromage frais et la quasi totalité de l'iode se retrouve dans le fromage (CEA), le petit lait sert à fabriquer le brocciu, pour ces deux fabrications les délais sont de quelques heures et la commercialisation immédiate.

Soit pour une consommation de lait ou d'équivalent en produits laitiers de 2 à 4 litres par jour 80 000 à 160 000 Bq par jour , les premiers jours de mai, uniquement par ingestion de produits laitiers.

Pour un adulte la LAI pouvait être largement dépassée en un jour, quant aux enfants ... la France n'a pas prévu de normes pour eux!!(à l'inverse des pays voisins).

L'activité totale intégrée pour l'iode ¹³¹ a pu varier , pour les populations exposées, de 600 000 à 1 200 000 Bq , soit des doses de l'ordre d'une scintigraphie c'est à dire pour un adulte 56 rem à la thyroïde, près de quatre fois plus pour les enfants.

Est-il tolérable que toute une population ait

subit une telle dose, 10 fois supérieure à la limite maximale admissible fixée par la CIPR, confirmée par le traité Euratom et la circulaire française du 23 juin 82

On ne peut en aucun cas comparer les doses encaissées après Tchernobyl à une scintigraphie pour ce qui est des conséquences car l'action des radiations en un temps bref n'a rien à voir avec des doses fractionnées et répétées dans le temps.

En outre on ne fait pas de scintigraphie à l'iode aux femmes enceintes et aux enfants.

Il faut noter que les foins contenaient 60 000 à 90 000 Bq d'iode par Kg au début mai dans différentes régions de Corse, ceci prouvé par un calcul mathématique indiscutable à partir de données tardives (80 Bq d'iode et 114 Bq d'iode au 16 juillet pour des foins coupés mi-mai).

Ces chiffres corroborent les estimations des contaminations du lait de chèvre et de brebis (coefficient de transfert).

L'évaluation des expositions maximales a été scandaleusement sous estimée :

pour le corps entier le CEA donne 17 mrem, le SCPRI indique 15 mrem.

Les populations pastorales de notre région ont encaissé de 0,9 rem à 1,8 rem corps entier (dose efficace thyroïde) pour l'iode uniquement, soit près de 100 fois plus que les estimations officielles.

Le SCPRI avait-il le droit d'ignorer cette partie de la population qu'est la population rurale, et de bafouer la réglementation sanitaire légale en France.

3 hypothèses pour expliquer l'attitude du SCPRI

1 ère Hypothèse

Connaissance du risque mais espoir que les effets passeront inaperçus.

Silence pour des raisons économiques. Préméditation.

2 ème Hypothèse

Mauvaise surveillance du territoire, impossibilité à posteriori de revenir sur des déclarations hatives rassurantes.

3 ème Hypothèse

Incompétence totale, mauvaise adaptabilité à la situation de crise. Ignorance des différences d'habitudes alimentaires des populations.

Dans tous les cas grand danger d'être protégé par ces gens là.

Le SCPRI est un organisme dépendant du ministère de la Santé qui par sa fonction devrait connaître l'importance de la prévention.

Pour les groupes critiques les normes n'avaient plus aucun sens dans l'année qui a suivi car la LAI de l'iode avait été atteinte très rapidement . Le niveau "acceptable" était de 0 pour tous les radioéléments, niveau impossible à respecter et difficile à faire admettre aux populations qui recevaient des propos rassurants des instances responsables.

$$\frac{Q. \text{ de cesium absorbé}}{LAI \text{ cesium}} + \frac{Q. \text{ d'iode}}{LAI \text{ iode}} + \frac{Q. \text{ de strontium} \dots}{LAI \text{ strontium} \dots} \leq 1$$

La situation aurait été très différente si des mesures de prévention avaient été prises, la prévention diminuant le risque d'un facteur 5 à 20 (ref. concours médical du 5sept; Bertin, Martin, Gallin Martel) , mesures précoces bien entendu.

A ce moment là les normes auraient eu un intérêt à condition qu'il y eu des normes différentes pour les enfants et les femmes enceintes.

Quelques remarques sur les documents CEA SCPRI

Nous pouvons constater que les courbes débutent bien tardivement (lait de chèvre Cadarache CEA) qu'il n'y a pas de mesure sur les régions les plus contaminées - ce que le SCPRI avait déterminé Cf. carte - Le nuage a stationné sur le Sud Est et la Corse pendant 5 à 6 jours , pour le Sud Est les premières mesures datent de la 2ème semaine de mai , pour la Corse premières mesures le 12 mai , pour les denrées alimentaires.

La standardisation des habitudes alimentaires est absurde, les moyennes régionales ne sont en aucun cas rassurantes car l'intensité des dépôts est très variable.

Le SCPRI n'a pas fait son travail. Il a négligé par incompétence ou intentionnellement, une fraction de la population (population critique) qui ne manquera pas de s'en souvenir si une pathologie apparaissait.

L'information , officiellement débloquée depuis Tchernobyl, reste très difficile d'accès :

non réponse à de nombreuses questions posées
cf. ma lettre au préfet.

La Corse n'est pas la seule touchée , les taux de contamination en césium dans les mousses et les lichens sont moindres que ceux relevés dans d'autres régions du Sud Est de la France (Provence, vallée du Rhône , où des extrêmes ont été relevés dans la Drôme)

EN CONCLUSION

Nous voulons par notre action , notre travail faire en sorte que dorénavant les populations rurales et surtout pastorales, ne soient pas marginalisées et laissées pour compte et nous voulons qu'un suivi médical soit instauré pour permettre à ces gens d'éviter le pire (recommandations de Mr Schlumberger, concours médical du 5 septembre 87).

Il est indispensable que cette catastrophe permette de tirer des enseignements profitables pour l'avenir.

Il faut que la CIPR en tienne compte et révise ses positions sur la conduite à tenir en cas de crise.

-le rapport de la CIPR 26 qui préconise en cas de crise une attitude attentiste et éventuellement une intervention après analyses , est tout à fait impropre à la protection des populations et des cheptels. L'expérience a montré qu'il est difficile de prévoir avec précision la trajectoire d'un nuage radioactif et qu'il est impossible de prévoir l'intensité de dépôts qui s'en suit ; impossibilité matérielle de mettre des points de surveillance en nombre suffisant.

Il faut que le travail du SCPRI permette la mise en oeuvre de ces recommandations et qu'il ne s'obstine plus dans son isolement.

Le ministère de la santé ne doit de faire appliquer les lois protégeant la santé des populations. Le SCPRI n'a jamais fait son travail, il a enfreint la loi ; pour cela nous avons demandé la démission des responsables.

Nous réitérons notre demande.

la santé des populations est en jeu.

le 06.10.87.

**CRIRAD CORSE
COMMISSION MÉDICALE**